

# MAIRIE LES GRANGES GONTARDES

## ARRETE N°57/2016

Portant mise à jour du Plan d'Occupation des Sols

Le Maire de la commune des Granges Gontardes,  
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et 151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un POS.  
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-60 et 153-18.  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 15/10/1987 approuvant le Plan d'Occupation des Sols  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 29/09/1993 approuvant la modification du Plan d'Occupation des Sols  
Vu la délibération du Conseil Municipal du 19/11/1997 approuvant la révision du Plan d'Occupation des Sols  
Vu l'arrêté inter préfectoral n°2015267-0001 du 24/09/2015 instituant les Servitudes d'Utilités Publiques « d'effets » entre Saint-Martin-de-Crau (13) et Saint-Avit (26), dénommée ERIDAN (société GRT Gaz)

### ARRÊTE

**Article 1.** – Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Les Granges Gontardes est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet sont intégrés en annexe au POS, la liste et le plan des servitudes publiques.

**Article 2.** Les documents de mis à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

**Article 3.** Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

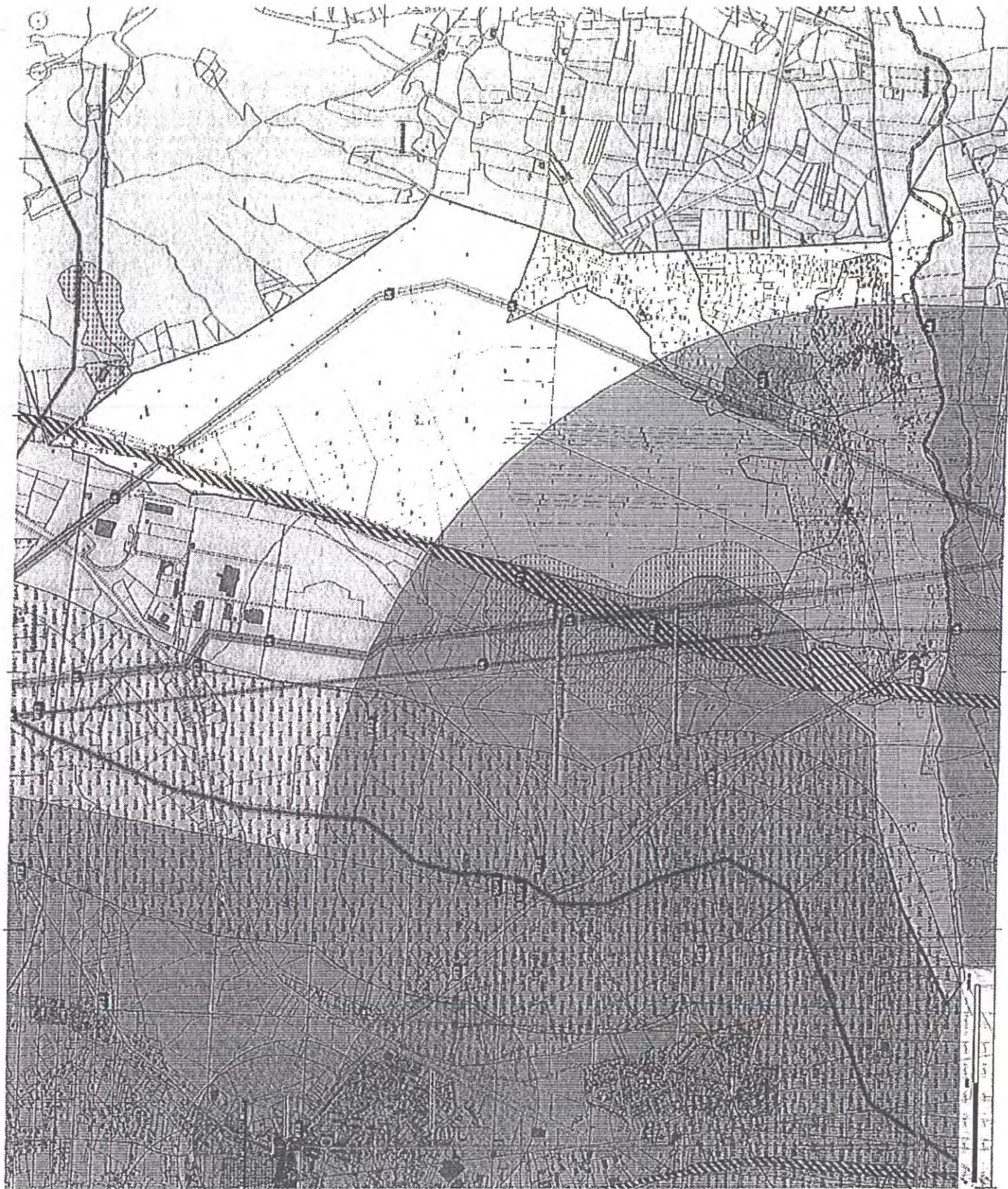
**Article 4.** Le présent arrêté est adressé à M. Le Préfet de la Drôme et à la Direction Départementale des Territoires.

Les Granges Gontardes, le 05/12/2016

Michel APROYAN  
Maire







Département de la Drôme

Commune de  
**Les Granges-Contardes**

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Contrôle de légalité

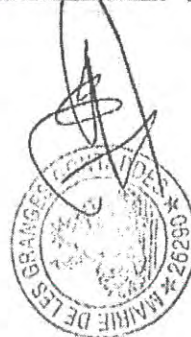
Date de réception de l'AP: 05/12/2016

026-212601454-2016-1205-AP\_2016\_25-A

Table des superficies (m²) par parcelle

Parcelle	Superficie (m²)	Superficie (a)	Superficie (ca)	Superficie (ha)
1	1000	0,0237	0,0237	0,0002
2	2000	0,0474	0,0474	0,0004
3	3000	0,0711	0,0711	0,0007
4	4000	0,0948	0,0948	0,0009
5	5000	0,1185	0,1185	0,0012
6	6000	0,1422	0,1422	0,0014
7	7000	0,1659	0,1659	0,0016
8	8000	0,1896	0,1896	0,0018
9	9000	0,2133	0,2133	0,0021
10	10000	0,2370	0,2370	0,0024

ANNEXE à l'arrêté  
57/2016





Type	Gestionnaire	Description	Acte	N°	Date	Objet
PT3	DDT de la Drôme - SEFEN	La Berre : Servitude de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables	Arrêté Préfectoral	5121	02-12-1968	DUP
PT3	PRÉFECTURE DE LA DRÔME	Protection sanitaire du captage du Jàs de Seigneurs (Sources Hautes et Basses).	Arrêté Préfectoral	996	16-02-1981	DUP
PT3	ARS - Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	225 kV CHATEAUNEUF-DU-RHÔNE-TRICASTIN-POSTE (LE) - Aérien	Mise en service			DUP
PT3	RTTE - Centre Développement Ingénierie	63 kV CHATEAUNEUF-PLANTADES - Aérien	Mise en service			DUP
PT3	RTTE - Centre Développement Ingénierie	225 kV BOLLENE-CHATEAUNEUF-DU-RHÔNE - Aérien	Mise en service			DUP
PT3	PRÉFECTURE DE LA DRÔME	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISD) pour les zones Donzère 1 & 2 exploitée par la société SITA CENTRE-EST sur les communes de Donzère et Les Granges-Gontardes.	Arrêté Préfectoral	2014184-0016	03-07-2014	Institution de servitudes
PT3	FRANDE TELECOM	câble F004 tr.2- Valence - Le Pontet (Montélimar-Pierrelatte)	Arrêté Préfectoral			Institution de servitudes
PT3	FRANDE TELECOM	câble de télécommunication 182 tr.04 - Donzère - le Pontet	Arrêté Préfectoral			Institution de servitudes
T1	SNCF	Ligne T.G.V. Valence - Marseille	DUP		31-05-1994	DUP
T5	DGAC - SNIA	Dégagement de l'aérodrome de Pierrelatte	Arrêté Ministériel		07-09-1981	Institution de servitudes
TMD	GRT Gaz Région Rhône Méditerranée	Servitudes d'Effets autour de la canalisation GRTGAZ ÉRIDAN de St-Martin-de-Crau à Saint-Avit.	Arrêté Interpréfectoral	2015267-0001	24-09-2015	Institution de servitudes

Année de l'arrêté 57/2016.



Valence, le

26 MAI 2011

**COMMUNE LES GRANGES-GONTARDES**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE : LA REVISION SIMPLIFIEE N° 1

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2009

Date de transmission au Préfet : 30 décembre 2009

Mesures de publicité

- a) Affichage en mairie : 7 janvier 2010
- b) Insertion dans la presse : 7 janvier 2010

Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire :

- Date à laquelle la délibération devient exécutoire	7 janvier 2010
--	----------------



30/12/2009

# MAIRIE LES GRANGES-GONTARDES (Drôme)

## ----- EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL -----

### SEANCE DU 22/12/2009

<u>Nombre de Conseillers</u>	L'an deux mil neuf
<u>En exercice</u> : 14	Le 22 Décembre à 18 h 00
<u>Présents</u> : 13	Le Conseil Municipal de la Commune de :
<u>Votants</u> : 13	Les Granges-Gontardes dûment convoqué, s'est réuni
<u>Absent</u> : 01	En cession ordinaire, à la mairie, sous la présidence
<u>Procuration</u> : 00	De Monsieur Michel APROYAN, Maire.

**Présents** : Messieurs Michel APROYAN, Gérard BAUMEA, Mickaël DURAND, Patrice DURAND, Michel GAUTIER, Stéphane KROL, Philippe LE GOUSSE, Didier SOULAIGRE, Daniel VINCENT.  
Mesdames Fabienne KOBİ, Hélène MOULY, Nicole PONIZY, Michèle SEMIAN.

**Absent** : Monsieur Robert DERYCKE.

**Procuration** : Néant.

**Secrétaire de séance** : Monsieur Didier SOULAIGRE.

Date de convocation : le 16 Décembre 2009.



**OBJET** : Révision simplifiée du POS.

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.123-1 et suivants,

**Vu** les articles L.123-13 et L.123-19 dudit code de l'urbanisme,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 08/10/2007, prescrivant la révision simplifiée n°1 du Plan d'Occupation des Sols, lançant la concertation du public prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme et définissant les modalités de cette concertation,

**Vu** le bilan de concertation : deux remarques ont été formulées lors de la concertation. La première remarque précisait que le terrain d'assiette du projet de révision simplifiée n'est pas desservi par le réseau public d'eau potable. Il a été expliqué que le projet, dont l'objet est l'extension du stand de tir du Bois des Mattes, ne requiert pas la desserte par le réseau d'eau potable. L'autre remarque était relative à la possibilité de mener une révision simplifiée conjointement à une procédure de révision globale du P.O.S. Il a été répondu que le code de l'urbanisme permet de mener des procédures de révisions simplifiées parallèlement à une révision globale.

**Vu** l'arrêté municipal en date du 14/08/2009, mettant le projet de révision simplifiée n°1 du P.O.S. à l'enquête publique,

**Vu** le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 04/09/2009 au 05/10/2009, l'avis et les conclusions du commissaire enquêteur,

**Considérant** que la révision simplifiée du P.O.S. n°1 telle qu'elle a été présentée au conseil municipal est prête à être approuvée,

**Considérant** que le projet d'extension du stand de tir du Bois des Mattes lié à la révision simplifiée est d'intérêt général,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- **d'approuver le dossier de révision simplifiée n°1 du P.O.S.** tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- **précise que** la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme :
  - d'un affichage en mairie durant un mois,
  - d'une mention insérée en caractères apparents dans Le Dauphiné Libéré et l'Impartial.
- **informe que** le dossier approuvé de révision simplifiée n°1 du P.O.S. est tenu à la disposition du public, conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme en mairie des GRANGES GONTARDES.

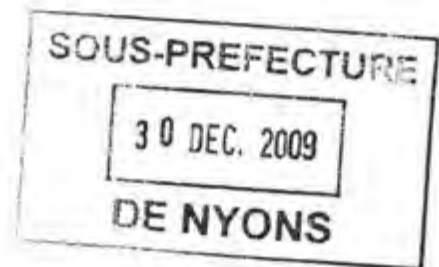
La présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant la réception par M. le Sous-Préfet si celui-ci n'a notifié aucune observation à apporter à la révision simplifiée du P.O.S. ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ses observations,
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité susvisées.

La présente délibération, accompagnée du dossier d'approbation de révision simplifiée n°1 du P.O.S. en 3 exemplaires qui lui sont annexés, sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Nyons.

Ainsi délibéré ce jour.

Fait à LES GRANGES-GONTARDES, le 23-12-2009.



A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Le Maire,  
Michel APROYAN

Certifié exécutoire  
Compte tenu de la transmission  
En Sous-Préfecture, le  
De la publication, le



# MAIRIE LES GRANGES GONTARDES

-----  
**ARRETE N°34/2009**

## **ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE DE LA REVISION SIMPLIFIEE DU POS**



Le Maire de la commune de Les Granges Gontardes,

**VU** la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983, et les articles 7 à 21 du décret n° 85.453 du 23 avril 1985 relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

**VU** le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 123-10, L. 123-13 et R. 123-19 ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 08 octobre 2007 prescrivant la révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols et lançant la concertation du public sur le projet d'extension du stand de tir du Bois des Mattes dans l'objectif :

De requalifier la carrière des Mattes, en valorisant ainsi un espace à restructurer,

De développer un équipement sportif et de loisirs d'échelle intercommunale,

**VU** la décision de la commission départementale établissant la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur,

**VU** la décision du Président du tribunal administratif de Grenoble en date du 26.06.09 désignant le commissaire enquêteur,

**VU** les pièces du dossier de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols et la notice présentant le projet d'extension du stand de tir du Bois des Mattes qui lui est lié, soumis à l'enquête publique,

**ARRETE**

### ARTICLE 1er - OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols de la commune des Granges Gontardes et sur le projet d'extension du stand de tir du Bois des Mattes qui lui est lié.

### ARTICLE 2 - DATE, DUREE DE L'ENQUETE PUBLIQUE ET MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU DOSSIER AU PUBLIC

Les pièces du dossier de révision simplifiée ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront déposés :

du 04.09.09 au 05.10.09

aux lieux et heures désignés ci-après :  
mairie des Granges Gontardes,

les Lundi, Mercredi, Vendredi de 8h30 à 12h00 et Jeudi de 15h00 à 19h00, à l'exception des mardis, samedis, dimanches, et jours fériés,

afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête prévu à cet effet ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur à la mairie.

### ARTICLE 3 - DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Madame Anna-Belle MARAND DUCREUX, géologue demeurant la Cour Miscon (26130), est désignée en qualité de commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Grenoble.

Madame Anna-Belle MARAND DUCREUX siègera à la mairie des Granges Gontardes où toutes observations doivent lui être adressées.

#### ARTICLE 4 - RECUEIL DES OBSERVATIONS

Le commissaire enquêteur recevra les observations faites sur l'utilité publique et l'intérêt général du projet de révision simplifiée du P.O.S. et du projet d'extension du stand de tir du bois des Mattes qui lui est lié à la mairie des Granges Gontardes les :

- 04.09.09 de 09h00 à 12h00,
- 17.09.09 de 15h00 à 18h00,
- 05.10.09 de 09h00 à 12h00

#### ARTICLE 5 - CLOTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le Maire, puis transmis dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête et les documents annexés, au commissaire enquêteur.

Après examen des observations consignées ou annexées au registre, le commissaire enquêteur transmettra le dossier avec son rapport dans lequel figureront ses conclusions motivées au Maire dans les trente jours à compter de la fin de l'enquête.

#### ARTICLE 6 - DIFFUSION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie des Granges Gontardes.

Copie de ce rapport et de ces conclusions sera communiquée :

- à Monsieur le Préfet de la Drôme (ou) M. le Sous-Préfet
- à Monsieur le Président du tribunal administratif de Grenoble.

#### ARTICLE 7 - MESURES DE PUBLICITE

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Maire quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête en caractères apparents dans les deux journaux diffusés dans le département désignés ci-après :

- Dauphiné Libéré
- Agriculture Drômoise

Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tous autres procédés en usage dans la commune.

Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du Maire.

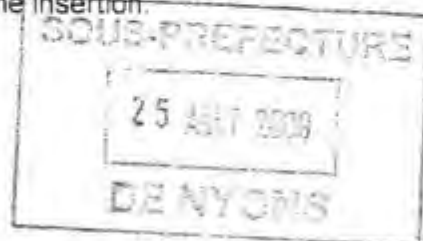
Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête :

- avant ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion,
- au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

#### ARTICLE 8 - NOTIFICATION

Une copie du présent arrêté sera adressée au :

- au Préfet (ou) Sous-Préfet,
- au commissaire enquêteur,
- au directeur départemental de l'Équipement.



Fait à Les Granges-Gontardes le 14 août 2009

Le Maire

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "A. MARAND".





Département de la Drôme

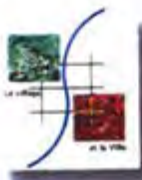
# Les Granges Gontardes

**Révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols  
Extension du stand de tir des Mattes**



**III\_Compte rendu de la réunion d'examen  
conjoint du 29 mai 2009**

**Dossier d'approbation  
Décembre 2009**



**CROUZET URBANISME**

**4 Lotissement Les Lavandins – 26 130 Saint Paul Trois Châteaux**

**Tél : 04 75 96 69 03 – Fax 04 75 04 71 13**

**e-mail : [crouzet-urbanisme@orange.fr](mailto:crouzet-urbanisme@orange.fr)**

## PRESENTS

Mr le Maire,  
Mr Durand, Conseiller municipal,  
Mr Vincent Adjoint au Maire,  
Mr Bompard, représentant de la Chambre d'Agriculture de la Drôme,  
Mme Dez, D.D.A.F de la Drôme,  
Mr Queinec, D.D.E. de la Drôme,  
Mr Crouzet, bureau d'études urbanisme.

## COMPTE RENDU

Après que Mr le Maire ait ouvert les débats, Stéphane Crouzet a rappelé le contexte et l'objectif de la réunion. Il s'agit, dans le cadre de la procédure de révision simplifiée du P.O.S. liée au projet d'extension du stand de tir du bois des Mattes, d'examiner le dossier avec les personnes publiques associées, pour qu'elles puissent, préalablement à l'enquête publique :

- Emettre un avis sur le dossier,
- Formuler leurs remarques et les éventuelles modifications ou compléments qu'ils souhaiteraient voir apporter au dossier.

S. Crouzet décrit le projet d'extension et présente son environnement immédiat, en précisant que le stand de tir est un équipement public à vocation sportive et de loisirs. Cet équipement est géré par une association. Le caractère public de l'équipement et sa vocation de sports et de loisirs octroient à son projet d'extension un caractère d'intérêt général.

Le règlement actuel du P.O.S. est incompatible avec le projet : le bâtiment actuel, son extension projetée, le parking et le jardin qui lui sont associés se situent en zone NCc « zone de richesses naturelles », destinées à l'exploitation de carrières.

Il s'agit donc de modifier certaines dispositions réglementaires pour rendre possible l'extension du stand de tir et de ses annexes (notamment le parking).

### SUR LE PROJET

Les personnes publiques associées présentes conviennent de l'intérêt général du projet, qui justifie par ailleurs la mise en œuvre de la procédure de révision simplifiée du P.O.S.

Madame Dez précise qu'il faudrait, dans le dossier d'enquête publique, souligner l'intérêt général de l'extension du stand de tir, en insistant sur sa vocation d'équipement public intercommunal, à vocation de sports et de loisirs, géré par une association sportive. Il faudra aussi souligner que le projet s'inscrit dans une logique de valorisation et de remise en état d'une carrière qui n'est plus exploitée.

Ces demandes seront intégrées au dossier par le bureau d'études.



## AU PLAN PAYSAGER

Le projet s'inscrit dans un « îlot » très artificialisé (carrières, piste de moto et d'auto cross), situé en bordure d'un ensemble de collines boisées de chênes verts. Ces collines forment la frange Est de la vallée du Rhône. A l'Ouest, le stand de tir existant et son extension projetée se situent hors des zones boisées, dans un espace défriché, au pied des collines. Les bâtiments projetés présentent des volumes simples et sobres. La configuration topographique et les volumes bâtis, implantés dans la continuité des constructions existantes ne créeront pas d'appel visuel nouveau depuis les infrastructures de transport de la vallée du Rhône ni n'entameront les espaces boisés de l'étage collinéen.

Si aucune remarque n'est formulée sur l'emprise et la volumétrie des bâtiments, l'aspect extérieur, tel qu'il ressort du plan d'insertion paysagère réalisé par l'architecte, montre des matériaux de couleur blanche. Cette couleur n'est probablement pas celle qui faciliterait une insertion discrète des bâtiments.

Mr Queinec précise que la révision simplifiée peut constituer une opportunité pour définir des règles d'aspect extérieur pour les bâtiments.

Toutefois, la maîtrise d'ouvrage publique permettra une concertation aisée avec les porteurs du projet, sans qu'il soit nécessaire d'imposer une couleur dans le règlement du secteur NCc.

## NATURE DES MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES A APPORTER AU P.O.S.

S. Crouzet précise qu'il est prévu de créer dans le règlement du P.O.S., dans un périmètre qui englobe le projet d'extension et ses annexes (parking et jardin), dans des limites cohérentes sur le terrain (bandes boisées, chemins), un nouveau secteur « NDL », secteur de la zone naturelle, à vocation de sports et de loisirs, en cohérence avec le stand de tir existant et son extension projetée.

A cet effet, il est proposé de créer un secteur NDL qui permette l'aménagement et l'extension des bâtiments à vocation d'équipement collectif (catégorie dont fait partie le stand de tir) et la création d'annexes pour ces bâtiments.

Un nouvel aliéna sera donc inséré dans le corps de règlement de la zone ND :

« Dans le secteur NDL, sont autorisés :

- l'aménagement et l'extension des bâtiments, constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,
- les annexes des bâtiments, constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, y compris les aires de stationnement. »

Le document d'enquête publique sera rédigé en ce sens.

# MAIRIE LES GRANGES-GONTARDES (Drôme)

## EXTRAITS DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 08 OCTOBRE 2007

Nombre de Conseillers

En exercice : 13

Présents : 11

Votants : 12

Absents : 1

Procurations : 1

L'an deux mil sept

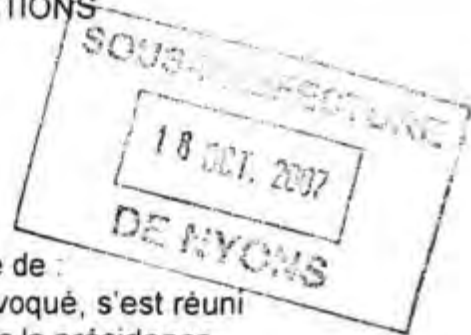
08 Octobre à 20 H 30

Le Conseil Municipal de la Commune de :

Les Granges-Gontardes dûment convoqué, s'est réuni

En cession ordinaire, à la mairie, sous la présidence

De Monsieur Michel APROYAN, Maire.



**Présents** : Messieurs APROYAN, BAUMEA, DERYCKE,  
DURAND, PLANTY, SOULAIGRE, VINCENT,  
VIALLE.

Mesdames KOBİ, JACQUELIN, PONIZY.

**Absent** : Monsieur MARTINEZ

**Procurations** : Monsieur LE GOUSSE à Monsieur APROYAN.

**Secrétaire de séance** : Monsieur Daniel VINCENT

Date de convocation : le 03 octobre 2007

OBJET : Prescription de la révision simplifiée du POS.

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que la révision simplifiée du POS, zone NCc du Bois des Mattes, est rendue nécessaire en raison de la demande d'extension du stand de tir.

En effet, Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le club de tir dispose d'un local de tir à 10 mètres en centre ville de Montélimar, que cette dernière souhaite récupérer ce local vétuste et ne répondant plus aux normes pour l'affecter à une autre destination. De ce fait, le club de tir souhaite regrouper ces deux activités en un seul site, celui des Granges-Gontardes. Pour ce, il a constitué un dossier qui lui a permis d'obtenir des subventions de l'Etat. Afin de ne pas les perdre, il convient de réaliser les travaux en 2008. Le permis de construire sera prochainement ré-instruit par les services de la DDE.

Considérant qu'il y a lieu d'engager une révision simplifiée pour l'extension du stand de tir, conformément à l'article L 123.13 du Code de l'Urbanisme.

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme de préciser les modalités de concertation propre à cette révision simplifiée.



Après en avoir délibéré, et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

**ENGAGE** la révision simplifiée du POS pour l'extension du stand de tir.

**LANCE** la concertation à l'aide d'articles parus dans la presse et dans le bulletin municipal. Cette concertation se déroulera jusqu'à l'approbation du projet de révision simplifiée. La délibération qui approuve la révision simplifiée pourra simultanément tirer le bilan de la concertation.

**DEMANDE**, conformément à l'article 121.2 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale de l'Équipement soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision simplifiée du POS et de charger le cabinet d'urbanisme de la réalisation des études nécessaires à la révision du POS.

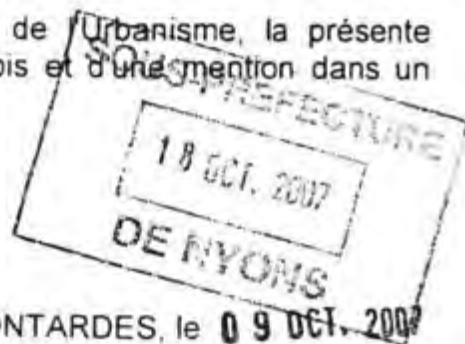
**DONNE** autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration de la révision du POS.

**DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré article 2031 " frais d'études".

Conformément à l'article L 123.6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet et notifiée :

- A Monsieur le Préfet
- A Monsieur le Président du Conseil Régional
- A Monsieur le Président du Conseil Général
- Aux représentants des Chambres Consulaires (métiers, commerce et industrie, agriculture)

Conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.



Fait à LES GRANGES-GONTARDES, le 09 OCT. 2007

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En Sous-Préfecture, le 12 OCT. 2007

De la publication, le 2 OCT. 2007

Le Maire,  
Michel APROYAN

A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. APROYAN", is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Mairie de Les Granges-Gontardes".

# Les Granges Gontardes

## Révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols Extension du stand de tir des Mattes



Les données ci-après proviennent du dossier de Mr RIVASI, architecte.

## II\_Noticice de présentation du bâtiment projeté

---

**Dossier d'approbation Décembre 2009**



## Le projet

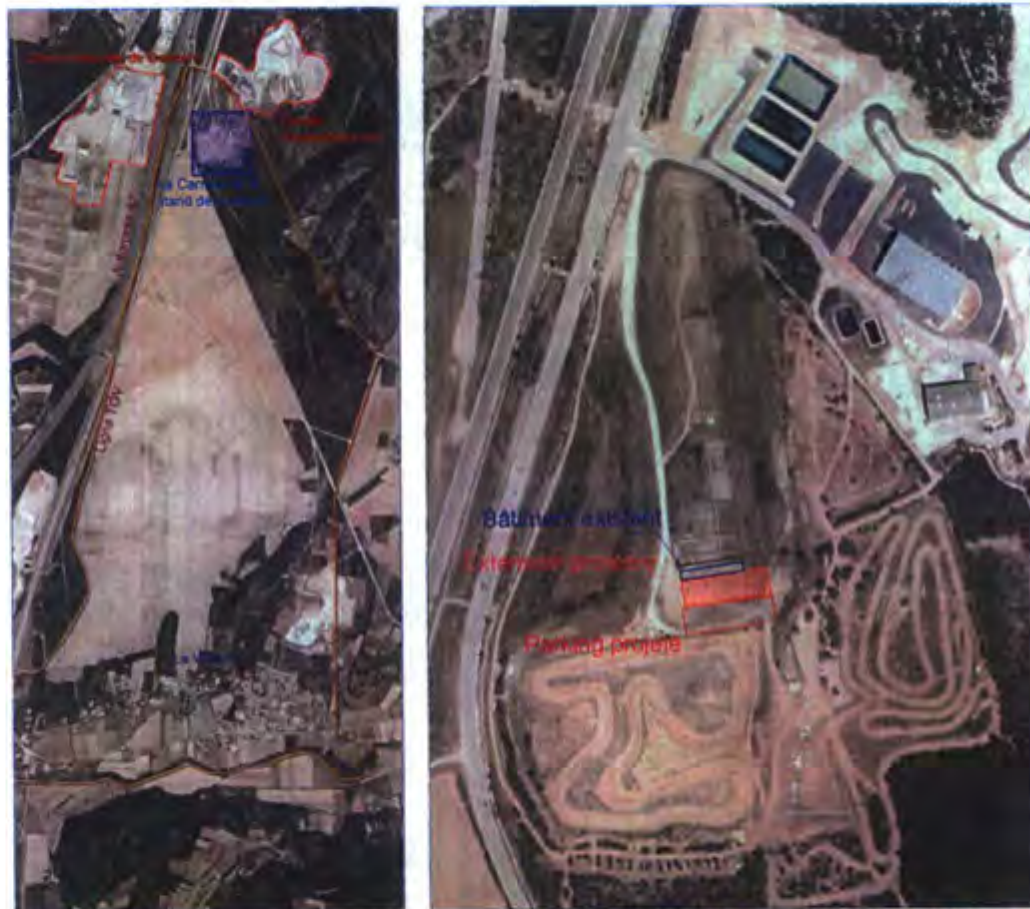
Le Maître de l'Ouvrage de ce bâtiment est Le Club de Tir Sportif de MONTELIMAR représenté par Claude Collin Président, 27, avenue d'ESPOULETTE 26200 MONTELIMAR.

Il s'agit d'une extension d'un bâtiment existant dont l'usage est un club de tir sportif. Formation, pratique et entraînement au tir sportif à 10 mètres (air comprimé). Pas de permanent sur le site. Nombre des personnes sur l'emprise de la construction fermée devant restée inférieure à 200 personnes (déclaration du Maître de l'Ouvrage).

Ce futur bâtiment est Destiné à la pratique du tir à 10 mètres avec les équipements connexes liés à cette activité.

Le terrain du projet est situé sur la commune des GRANGES GONTARDES, sur un terrain cadastré section D parcelles numéro 449 partielle.

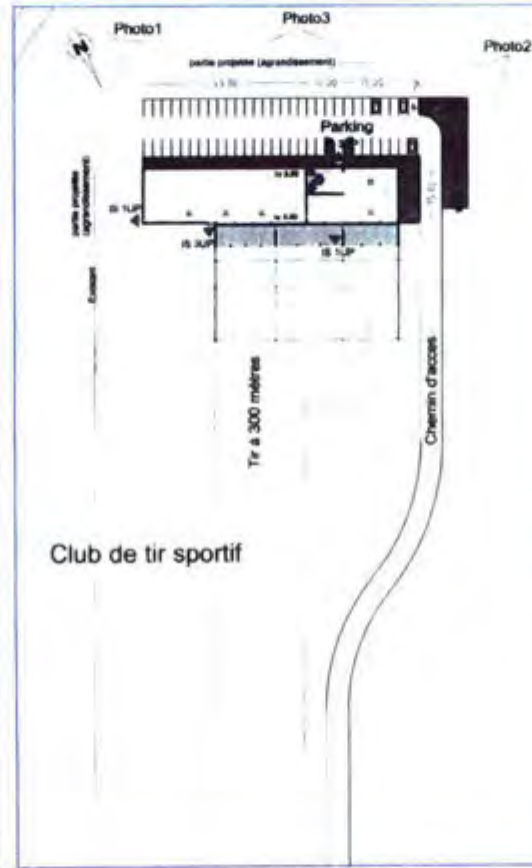
## Localisation et présentation du projet



Repérage du projet sur photographie aérienne.

L'extension du stand de tir sera réalisée dans le prolongement des équipements existants, dans un secteur dominé par des zones d'activités et des carrières d'une part et des zones naturelles (bois essentiellement) d'autre part. L'emprise de la carrière jouxte (sans l'entamer) la vaste zone viticole d'un seul tenant, située au Nord du village.

100





# Vues des façades et perspectives



Perspectives

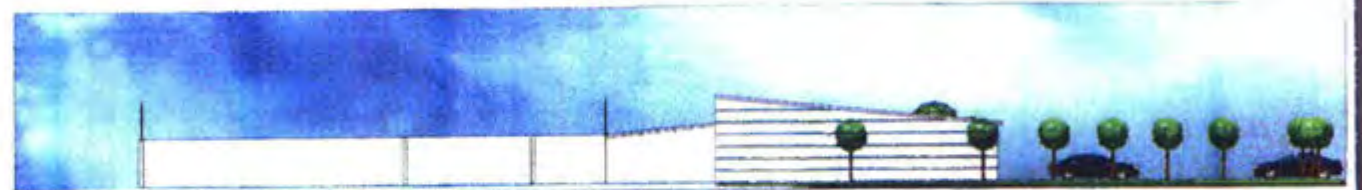
Façades Echelle 1/400°



Facade Nord



Facade Sud



Facade Ouest



Facade Est



SOUS-PREFECTURE DE NYONS

ARRETE N°07- 0506

**Le Préfet de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.11.1 à L.11.8 et R.11.31,

Vu le code de l'environnement,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

Vu le projet d'aménagement du carrefour sur la RD 133 avec les RD 217 et 252 sur le territoire de la commune des Granges Gontardes

Vu la délibération en date du 18 octobre 2004 par laquelle la commission permanente du Conseil Général de la Drôme demande l'ouverture des enquêtes nécessaires à la réalisation du projet énoncé ci-dessus,

Vu les dossiers d'enquêtes constitués conformément aux textes en vigueur

Vu la demande d'autorisation de défrichement situé en zone « espace boisé classé », ce qui entraîne une mise en compatibilité du POS valant PLU de la commune des Granges Gontardes,

Vu le dossier de mise en compatibilité du projet avec le POS valant PLU de la commune des Granges Gontardes,

Vu l'examen, en date du 30 janvier 2006, du dossier par la commission définie à l'article L.121-4 du code de l'urbanisme pour satisfaire aux dispositions de l'article L.123-16 de ce même code,

Vu l'arrêté préfectoral n° 06-1037 en date du 7 mars 2006 portant ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, d'une enquête parcellaire ainsi que d'une enquête de mise en compatibilité du POS valant PLU de la commune des Granges Gontardes,

Vu le certificat du maire des Granges Gontardes attestant que l'arrêté a été régulièrement publié et affiché,

Vu les journaux « la Tribune » et « le Dauphiné Libéré » contenant les insertions réglementaires,

Vu les accusés de réception de la notification de l'arrêté auprès des intéressés,

Vu les rapports du commissaire-enquêteur et les avis favorables qu'il a rendus,

Vu la délibération en date du 19 décembre 2006 de la commune des Granges Gontardes approuvant la modification du POS valant PLU de la commune,

Vu la déclaration de projet établie par le Conseil Général de la Drôme conformément aux dispositions de l'article L 11-1-1 du code de l'expropriation, document qui sera annexé au présent arrêté et où figurent :

- les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet
- les solutions répondant à certaines observations exposées lors de l'enquête.

Considérant que l'autorisation de défrichement sera subordonnée à la modification du POS valant PLU de la commune des Granges Gontardes,

Considérant que toutes les formalités réglementaires ont été remplies,

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

## ARRETE

### **ARTICLE 1 :**

Est déclaré d'utilité publique pour le compte du Département de la Drôme le projet d'aménagement du carrefour sur la RD 133 avec les RD 217 et 252 sur le territoire de la commune des Granges Gontardes.

### **ARTICLE 2 :**

Le présent arrêté emporte modification du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme de la commune des Granges Gontardes dont la mise à jour s'effectuera dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 3**

Le Département de la Drôme est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation dudit projet. L'expropriation devra être réalisée dans un délai de 5 ans à compter de la date de la publication du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans les 2 mois suivant sa publication.

#### **ARTICLE 5**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, le Sous-Préfet de NYONS, le Président du Conseil Général, le Maire des Granges Gontardes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement.

Fait à VALENCE, le 2 . 2 . 2007

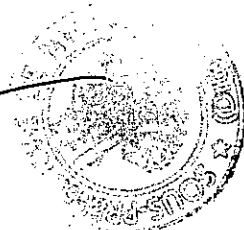
Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Eddie BOUTTERA

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
À L'ORIGINAL

Le Sous-Préfet,

  
Etienne STOCK





En application de l'article L 111.1.1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique

**Exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'aménagement de la route départementale n°133 au carrefour des RD 217 et 252 sur le territoire de la commune Les Granges Gontardes**

D'une manière générale, il est rappelé que le présent document relève des dispositions de l'article L 111.1.1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique qui précise que « l'acte déclarant l'utilité publique est accompagné d'un document qui expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ».

A cet égard, il reprend pour l'essentiel des éléments figurant dans le dossier soumis à l'enquête, auquel il ne saurait en aucun cas se substituer. En tant que de besoin, il conviendra de se reporter systématiquement à ces documents, afin de qualifier plus complètement le caractère d'utilité publique de l'aménagement.

L'ensemble des études menées avant et après DUP, sera mis à disposition du public dans les conditions fixées par la réglementation relative à l'utilité publique et à l'accès aux documents administratifs. Il peut être pris connaissance de ces études au Service Technique Départemental, 1 place Manouchian BP 2111 26021 Valence Cedex.

**Présentation de l'aménagement :**

L'opération envisagée se situe sur la RD 133 qui fait partie de l'itinéraire structurant IS 7 assurant la liaison entre Montélimar et la sortie de l'autoroute A7 jusqu'à Grignan, Valréas, Nyons et Buis les Baronnies. Elle consiste en l'aménagement de la RD n°133 au pr. 12+000, avec la création d'un carrefour unique avec les RD 252 et 217. Les deux carrefours existants, situés respectivement au pr. 11+915 vers le Sud et pr. 12+036 vers le Nord seront supprimés. Cela impose le déplacement de 150 m de RD 217 et 50 m de RD 252, ainsi que la reprise de ces mêmes routes pour leur raccordement. Un reprofilage de la RD 133 est à prévoir pour éviter une stagnation des eaux de ruissellement sur la chaussée.

Le trafic est de 6630 véhicules par jour (MJA) sur la section considérée de la RD 133, dont 8.4 % de poids lourds. La RD 217 supportent un trafic de 1066 véhicules par jour, la RD 252, 520 (MJA 2003) dont 20 % de poids lourds. Ces deux voies desservent des carrières. La RD 217 est régulièrement utilisée pour rejoindre la RN7 et l'échangeur de l'A7 à Montélimar sud.

Le danger provient surtout de la vitesse pratiquée sur la RD133 et d'une perte de visibilité depuis la RD 217 du fait du profil en long de la RD 133. Un accident au carrefour RD 133/RD 252 a fait un tué et un blessé grave en 1996.

**Caractère d'utilité publique : objectifs de l'aménagement et choix du projet soumis à enquête publique**

Le projet consiste à sécuriser cette section de la RD 133 qui comporte 2 carrefours très proches situés entre les pr 11+915 et 12+036, en créant un carrefour unique. L'aménagement a pour finalité d'éliminer toute gêne lors des changements d'itinéraire, par la création de tournes à gauche permettant le stockage d'un poids lourd. Le projet qui a été soumis à l'enquête fait partie du programme d'amélioration de la sécurité routière sur le réseau départemental, et même si le nombre d'accidents corporels peut être considéré comme peu élevé, la vitesse des véhicules et les carrefours existants sur cet itinéraire nécessitent un aménagement.

**Réponses apportées aux observations formulées lors de l'enquête publique**

Les observations formulées lors de l'enquête d'utilité publique ont été étudiées, il est possible d'apporter les réponses suivantes :

- Les délaissés de routes retrouveront un aspect naturel, ils seront plantés avec des essences arbustives locales.
- Le calvaire existant sera déplacé à une distance supérieure à 7 m du bord de chaussée.
- Sur les emprises foncières acquises par le Département de la Drôme, il sera possible de prévoir la récupération du bois de chauffage et le rétablissement de bornage existant.
- Le projet sera examiné afin de déterminer la possibilité de minorer l'incidence des acquisitions sur les parcelles exploitées: en tout état de cause, dans l'hypothèse où le projet ne pourrait être modifié pour motif technique, il sera tenu compte lors de l'indemnisation, de l'arrachage de ceps de vigne, de leur qualité, leur âge, des travaux d'exploitation.
- Pour ce type d'aménagement les voies de décélération ne sont pas préconisées.

En conséquence le Conseil Général de la Drôme demande à Monsieur le Préfet de bien vouloir déclarer d'utilité publique l'opération d'aménagement de la RD 133 sur la commune des Granges Gontardes.

Le Préfet  
Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

Eddie BOUTERA

**maître d'ouvrage**

**commune Les Granges Gontardes**

**Mise en compatibilité  
du Plan d'Occupation des Sols devenu Plan Local  
d'Urbanisme  
à compter du 1<sup>er</sup> avril 2001**

**Notice**

**maître d'œuvre**

**direction départementale  
de l'Équipement de la Drôme**

Approbation: 15.10.87

Modification n°1 le : 29.09.93

Mise en compatibilité: 21.09.94

Modification n2 le : 04.03.98

Mise en compatibilité: 02.02.07



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



direction  
départementale  
de l'Équipement  
Drôme

## **SOMMAIRE**

### **I – Mise en compatibilité du POS de Les Granges Gontardes dans le cadre de la procédure prévue par l'article L. 123.16 du Code de l'Urbanisme**

#### **I 1 Principe de l'aménagement**

#### **I 2 Présentation du projet**

### **II – Modalités de la mise en compatibilité du POS**

### **III – Emplacement réservé pour l'aménagement**



## **I – Mise en compatibilité du POS de Les Granges Gontardes dans le cadre de la procédure prévue par l'article L. 123.16 du Code de l'Urbanisme**

### **I 1 Principe de l'aménagement**

L'aménagement consiste à sécuriser le carrefour entre les routes départementales n° 133 (route d'intérêt structurant reliant Montélimar à Nyons), n° 217 desservant le village de Les Granges Gontardes et n° 252 desservant la commune de Roussas.

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de Les Granges Gontardes approuvé le 29 septembre 1993 présente une emprise de la RD. 133 de 16 m de plate-forme.

Le POS de Les Granges Gontardes ne présente pas d'emplacement réservé pour la réalisation de cet aménagement de sécurité qui nécessite d'empiéter sur un espace boisé classé longeant les RD n°252 et 133.

Afin de prendre en compte les emprises nécessaires à la réalisation du projet, une mise en compatibilité du POS s'avère nécessaire en application de l'article L. 123.16 du Code de l'Urbanisme.

Cette procédure de mise en compatibilité se réalise parallèlement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement du carrefour.

Il s'agit de faire figurer les emprises du projet au droit du carrefour entre les RD. 133, 217 et 252 sur l'extrait de plan de zonage du POS de la commune de Les Granges Gontardes.

En application de l'article L. 123.16 du Code de l'Urbanisme, le projet d'aménagement du carrefour pourra être déclaré d'utilité publique si l'enquête publique préalable le concernant porte à la fois sur l'utilité publique du projet et sur la modification du POS de la commune concernée.

L'arrêté déclarant l'utilité publique des travaux emportera alors approbation des nouvelles dispositions du POS.

### **II 2 Présentation du projet**

Le projet d'aménagement du carrefour entre les RD. n° 133, 217 et 252 améliorera la sécurité avec pour objectif de mettre en face-à-face, perpendiculairement à la RD. 133, les débouchés des RD. 217 et 252 menant chacune à une carrière de matériaux et de réaliser une zone de stockage sur la RD. 133 des véhicules voulant exécuter des mouvements de tourne-à-gauche.

Les carrefours et les routes départementales seront élargis pour les adapter aux trafics poids lourds.

Des îlots en dur avec bordure I3 permettront une meilleure lisibilité du carrefour et surtout guideront efficacement les véhicules dans leurs mouvements.

La route départementale n° 133 sera élargie et renforcée pour la réalisation de la voie centrale de tourne à gauche.

Les emprises prévues sont les suivantes :

#### **- RD. 133**

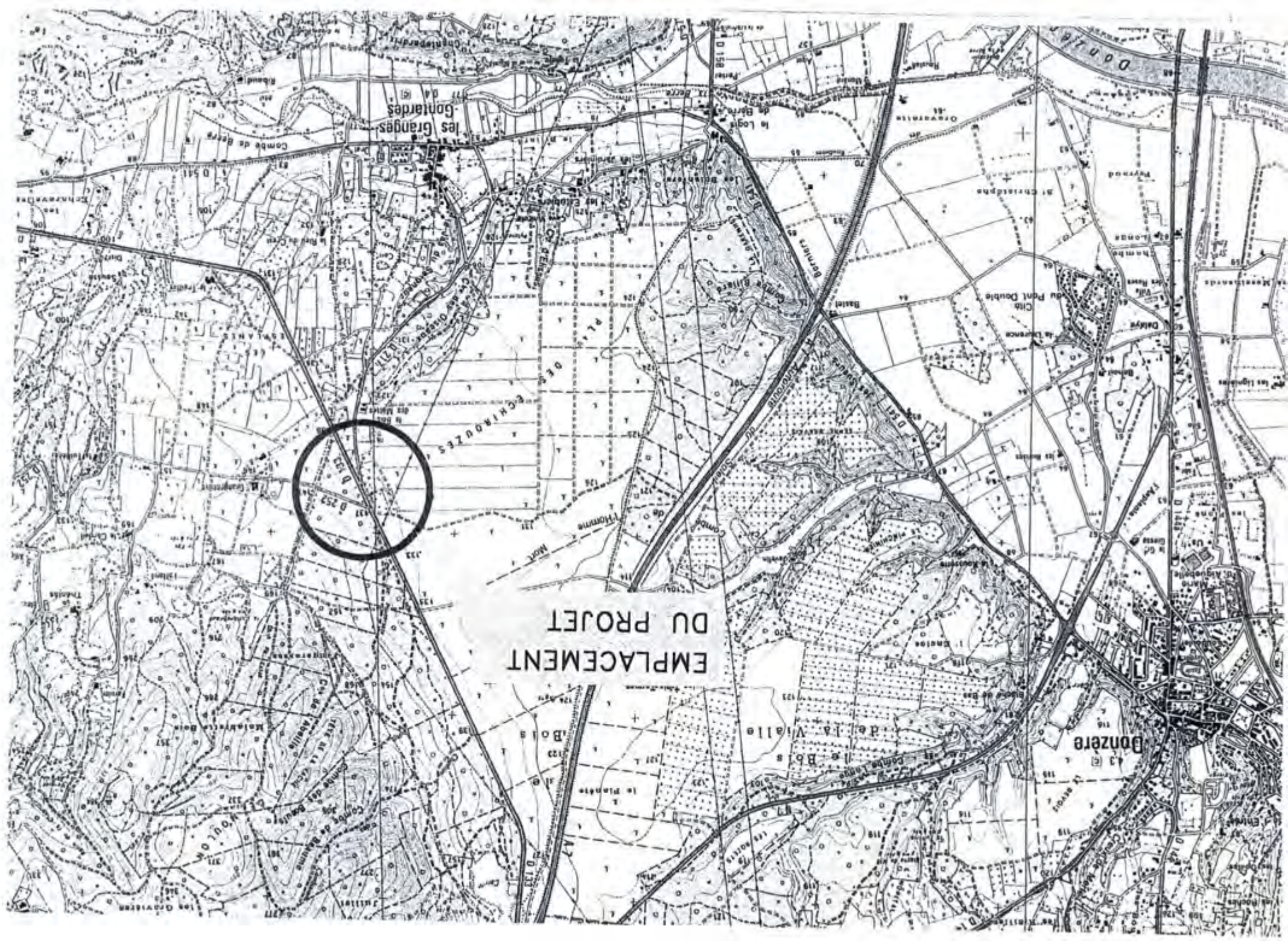
Une plate-forme de 15.50 m comprenant une chaussée de 2 voies de 3.50 m et d'une surlargeur de 3 m pour le tourne à gauche et 2 bandes multifonctionnelles de 2.75 m revêtues sur 1.50 m pour permettre principalement de sécuriser la circulation des 2 roues.

#### **- RD. 217 et 252**

Une plate-forme de 10 m comprenant une chaussée de 2 voies de 3 m et 2 accotements de 2 m non revêtus pour permettre le croisement de 2 poids lourds sans empiéter sur l'accotement.

Chaque voie est dimensionnée en structure pour accueillir un trafic poids lourds adapté, T 3 (entre 75 et 150 PL/jour) pour la RD 252 et T4 (entre 25 et 50 PL/jour) pour la RD n°217.







II – Modalités de la mise en compatibilité du POS

La mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de Les Granges Gontardes consiste à déclasser l'espace boisé nécessaire pour l'aménagement du carrefour en vue de créer un emplacement réservé en limite de l'emprise actuelle des routes départementales et modifier la limite de plate-forme des routes départementales.

La superficie nécessaire pour la réalisation de ce projet situé en terrain classé boisé à conserver sur la commune de Les Granges Gontardes est estimée à 2 350 m<sup>2</sup>. Le terrain concerné n'est pas inclus dans la servitude relative à la protection des bois et forêts soumise au régime forestier.

III – Liste des emplacements réservés pour aménagement de voirie et d'espaces publics

EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Désignation	Bénéficiaire	Surface approximative
1. Aménagement du carrefour entre les RD. 133, 217 et 252	Département	2 350 m <sup>2</sup>
3. Aménagement d'espaces publics	Commune	100 m <sup>2</sup>
4. Création d'une voie entre le CVO n° 1 et le Champ de Mars, espace public	Commune	2 400 m <sup>2</sup>
5. Parking et espace public	Commune	400 m <sup>2</sup>
6. Parking et espace public	Commune	300 m <sup>2</sup>
7. Parking et espace public	Commune	300 m <sup>2</sup>
Sous total		5 850 m <sup>2</sup>

8. Ligne TGV Méditerranée	Etat – SNCF	256 000 m <sup>2</sup>
---------------------------	-------------	------------------------

IV – Assainissement pluvial du projet

Le projet ne prévoit que la réalisation de fossés le long des voies rectifiées en remplacement de ceux existant. Il n'est pas créé d'ouvrage spécifique au traitement des eaux compte tenu du fait que le projet n'apportera aucune nuisance ni risque supplémentaire.



DÉPARTEMENT

DROME

## DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA COMMUNE De LES GRANGES-GONTARDES

Séance du 29 SEPTEMBRE 1993

19

NOMBRES DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
9	II	9

Date de la convocation

16 SEPTEMBRE 1993

Date d'affichage

4/10/93

Objet de la Délibération

APPROBATION DE LA  
MODIFICATION DU PLAN  
D'OCCUPATION DES SOLS.-

L'an mil neuf cent QUATRE VINGT TREIZE

et le 29 SEPTEMBRE

à 18 heures 30 le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,  
sous la présidence de M on sieur AME Claude, Maire

Présents: M AME - ROUSTANT - SICCARD - BLAYN - BOUDON - COSTA  
CLAPIER - MARX - MATHIEU -

Absents : Mrs FAUCHE - VIGNON -

Le Conseil Municipal

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R123 10,  
R123 14 et R 123 34 :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/87  
approuvant le Plan d'Occupation des Sols,

Vu l'arrêté N°6 en date du 4 Mai 1993 prescrivant l'ouverture  
de l'enquête publique relative à la modification du P.O.S

Entendu les conclusions du Commissaire Enquêteur,

Considérant que les résultats de la dite enquête ne justifient  
pas de modification du projet de modification du P.O.S,

Considérant que le projet de modification du P.O.S. tel qu'il  
est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé  
conformément à l'article R123 34 du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré,

- Décide d'approuver le dossier de modification du P.O.S tel  
qu'il est annexé à la présente.
- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément  
aux article R123 34 et R 123 10 du code de l'urbanisme, d'un  
affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les  
journaux.
- Dit que conformément aux articles R 123 34 et 123 14 du code  
de l'urbanisme, le POS modifié est tenu à la disposition du  
public à la mairie des Granges-Gontardes et à la Préfecture aux  
heures et jours habituels d'ouverture,
- dit que la présente délibération et les dispositions résultantes  
de la modification du POS, ne seront exécutoires que :

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Préfecture

le

et publication ou notification

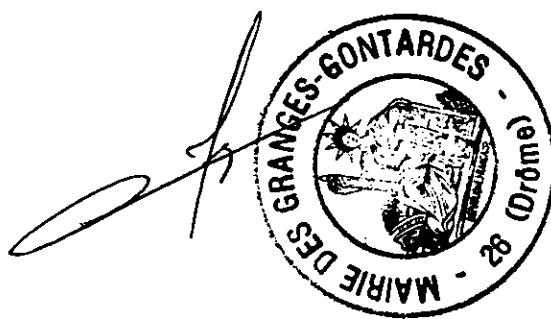
du

- \* Dans un délai de un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a notifié aucune observation à apporter à la modification du POS. ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ses observations.
- \* Après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Pour copie conforme,

En Mairie le 30 Septembre 1993

Le Maire,



MAIRIE

DES

GRANGES-GONTARDES

26290 DONZÈRE

Téléphone (75) 98.50.80

Le

ARRETE N° 13 du 26 OCTOBRE 1989  
portant mise à jour du plan d'occupation des sols de la Commune  
de LES GRANGES GONTARDES

Le Maire,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles  
R 123.14 et R 123.36 ;

VU la délibération du Conseil Municipal approuvant le  
P.O.S. en date du 15 OCTOBRE 1987

VU la délibération du C.M. en date du 31 AOUT 1989  
instituant un droit de préemption urbain sur certaines parties  
du territoire communal ;

VU le plan ci-annexé ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er -

Le plan d'occupation des sols de la Commune de LES GRANGES-GONTARDES  
est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet a été reporté sur un plan à annexer au P.O.S. le  
périmètre du Droit de Préemption Urbain.

ARTICLE 2 -

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la dis-  
position du public, à la Mairie et à la Préfecture.

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

ARTICLE 4 -

Le présent arrêté sera adressé au Commissaire de la République.



LE MAIRE

MAIRIE

DES

GRANGES-GONTARDES

26290 DONZÈRE

Téléphone (75) 98.50.80

Le

A R R E T E    D U    13 AOUT 1986

Rendant public le Plan d'Occupation  
des Sols de la commune des GRANGES-GONTARDES

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-1 à L.123-12, R.123-1 à R.123-14 ;  
Vu la délibération en date du 4 Novembre 1983 du Conseil Municipal prescrivant l'élaboration du P.O.S. ;  
Vu l'arrêté municipal du 26 Mars 1984, relatif à la mise en oeuvre de l'élaboration du P.O.S. ;  
Vu la délibération en date du 9 Juillet 1986 du Conseil Municipal arrêtant le projet de P.O.S. ;  
Vu les avis des personnes publiques associées et consultées ;

A R R E T E

Article 1er

Le Plan d'Occupation des Sols de la commune de  
LES GRANGES-GONTARDES, annexé au présent arrêté, est  
rendu public.

Il se substitue à tout document d'urbanisme antérieur  
applicable au même territoire.

Article 2

Le Plan d'Occupation des Sols tel qu'il est rendu  
Public comprend l'ensemble des pièces prévues à l'article  
R.123-16 du Code de l'Urbanisme. En outre, sont portés en  
annexe l'ensemble des avis, émis par les personnes et  
organismes associés ou consultés sur le projet de P.O.S.,  
et la liste des personnes consultées au cours de l'élabo-  
ration du P.O.S.

.../...



Article 3

Le dossier du plan d'occupation des sols rendu public est tenu à la disposition du public :

- à la mairie de LES GRANGES-GONTARDES aux jours et aux heures d'ouverture habituels des bureaux.
- à la Préfecture de la Drôme.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois et fera l'objet d'une mention dans les deux journaux ci-après désignés :

- DAUPHINE
- TRIBUNE

Article 5

Copie du présent arrêté sera adressée

- Au commissaire de la république
- au Commissaire Adjoint de la République

Article 6

Le présent arrêté deviendra exécutoire :

- Dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Commissaire de la République si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au P.O.S. ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précisées à l'article 4 ci-dessus.

Fait le 13 Août 1986 à Les Granges-Gontardes

le Maire,

